

Le Bulletin

de la Société d'histoire Rosemont-Petite-Patrie

Volume 17, numéro 1 Février 2020



Éditorial

Que faire avec le bâtiment de l'ancienne clinique d'inspection des viandes ?

En décembre dernier, la Société d'histoire Rosemont-Petite-Patrie, les Ami.e.s du boulevard Saint-Laurent, la Fédération Histoire Québec et Bernard Vallée de Montréal Explorations sont intervenus auprès de l'arrondissement et de la ville-centre pour la sauvegarde du bâtiment de l'ancienne clinique d'inspection des viandes du Marché Jean-Talon. Bien que la requête n'ait pas encore obtenu de réponse précise ni fait l'objet d'une recommandation spécifique du Service de la gestion et de la planification immobilière de la Ville de Montréal, la Société espère avoir déclenché chez les autorités un sentiment d'urgence sur l'importance de préserver ce bâtiment patrimonial.

Nous visons une réponse claire pour 2020.

Malgré les bonnes intentions verbales soutirées en décembre, la Société d'histoire s'inquiète de l'avenir du bâtiment de style Art déco construit en 1935 et laissé à l'abandon depuis 2005. Il est actuellement entouré de clôtures temporaires (voir les photos) et on redoute qu'il ne se détériore encore davantage. Le dernier Programme triennal d'immobilisations 2020-2022 de l'arrondissement ne prévoit toujours rien pour sa réfection. Pourtant, la ville a investi en 2018 un montant de 5 millions de dollars pour réaménager la Place Shamrock, juste en face. C'est comme si on attendait que le bâtiment s'effondre. Des réfections de bâtiments seraient par ailleurs en cours autour du marché Jean-Talon. La sauvegarde de la clinique s'inscrirait à merveille dans la revitalisation du secteur, selon la Société d'histoire. L'immeuble fait partie d'un ensemble d'intérêt patrimonial exceptionnel avec le pavillon du marché Jean-Talon et la caserne 31. D'après l'énoncé de l'intérêt patrimonial réalisé par la Division du patrimoine de la ville en 2013 :

L'intérêt patrimonial du poste d'inspection des viandes du marché du Nord (Jean-Talon) repose sur sa valeur architecturale exceptionnelle par la qualité de sa composition et la finesse de ses détails ornementaux. Cette petite construction constitue un exemple remarquable de bâtiments Art déco, un courant architectural populaire à Montréal dans les années 1930.

Le bâtiment recèle aussi une grande valeur historique (travaux réalisés dans le cadre du programme d'aide aux chômeurs, préoccupations de l'époque en matière d'hygiène), paysagère (insertion dans le quartier) et symbolique (porte d'un important pôle commercial, institutionnel et social). Il s'agit d'un des quelques bâtiments municipaux d'intérêt patrimonial dans l'arrondissement et d'un témoin irremplaçable de l'architecture Art déco, dont l'arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie peut s'enorgueillir de posséder quelques trésors. L'immeuble a été abandonné en raison de champignons et

Suite à la page suivante



L'état actuel du bâtiment de l'ancienne clinique d'inspection des viandes.

Photo : ShRPP, 2019.

Sommaire

- 1 Éditorial
- 3 Les 100 ans de l'école La Mennais
l'histoire de toute une paroisse
- 7 Le Bain St-Denis
un plongeon dans le patrimoine...
- 8 La migration d'un Rosemontois dans son quartier sous l'angle des annuaires téléphoniques municipaux
- 12 Le parc Marcel-Pepin au carrefour de l'histoire de Rosemont
- 16 La Société d'histoire



de moisissures s'attaquant au plâtre, au béton et au bois, dit-on. La détérioration du bâtiment est directement imputable à la négligence des différentes administrations. Ironiquement, dans le Plan d'action en patrimoine 2017-2022, adopté par la ville en 2017, celle-ci se fixait notamment comme objectif : « Assurer la convergence de la contribution des différents acteurs dans des actions intégrées, de même que l'exemplarité des interventions et des pratiques touchant les biens municipaux patrimoniaux de manière à inspirer les autres acteurs concernés par des biens patrimoniaux. ».

Depuis quinze ans, nombreuses ont été les interventions de différents groupes pour connaître l'avenir de l'édifice. L'administration municipale dit celui-ci irrécupérable mais nous avons vainement tenté de mettre la main, à l'aide de la Loi d'accès à l'information, sur le rapport d'expertise qui le démontrerait. Un flou artistique persiste sur les études : il y en a, il n'y en a pas, on ne sait plus très bien! Une chose semble sûre, c'est que la Ville prévoit auditer tous ses bâtiments en 2020. Cette fois, nous devrions être avertis du résultat de l'étude. À suivre.

Il faut maintenant joindre l'acte à la parole et sauvegarder ce bâtiment, propriété de la ville.

Irrécupérable? À la ville de le démontrer avec transparence. Et les idées pour sa revitalisation ne manquent pas : local de formation pour le Service incendie, bureaux de la SDC de la Petite-Italie, kiosque d'information touristique, local communautaire, salle d'exposition historique, hall d'entrée menant à un immeuble plus grand qui pourrait être érigé sur le stationnement derrière, etc. L'endroit pourrait devenir un pôle touristique névralgique du bel ensemble patrimonial que constitue le secteur.

Le conseil d'administration de la Société d'histoire.

Christiane Gouin et Louis Delagrave



Photos : ShRPP Marcel Cadieux

Les 100 ans de l'école La Mennais

l'histoire de toute une paroisse

Louis Delagrave

Parmi les plus vieux et plus beaux établissements scolaires de l'arrondissement, se démarque l'école La Mennais située rue Saint-Denis, à l'angle de la rue Beaubien, juste au nord de l'église Saint-Édouard.

Or, l'école a fêté ses 100 ans en 2019, tandis que la paroisse Saint-Édouard fête ses 125 ans en 2020.

Retour sur une riche histoire.



L'école La Mennais. Photo : ShRPP, 2019

Boom démographique dans le *petit nord*

L'histoire de l'école La Mennais est intrinsèquement liée à celle de la paroisse Saint-Édouard. Il faut donc remonter au tournant du XX^e siècle pour bien comprendre les circonstances de sa construction, qui découle en effet d'une formidable explosion démographique qui souffle sur ce qu'on appelle à l'époque le petit Nord de Montréal, alors constitué en majorité de champs et forêts, avec quelques maisons çà et là.

« Vers la fin de l'autre siècle, des quartiers de Saint-Louis-de France et Saint-Jean-Baptiste de la grande ville, qu'envahissait peu à peu l'industrielle population juive, nombre de Canadiens émigraient à ce que l'on appelait le petit Nord, au boulevard Saint-Denis, par-delà la voie du Canadien Pacifique, où deux compagnies d'immeubles, celle du boulevard Saint-Denis précisément et celle du parc Amherst, offraient en vente, à des conditions faciles, des lots ou terrains à bâtir.» écrit en 1944 l'abbé Élie-Joseph Auclair dans le *Précis historique de la paroisse Saint-Édouard de Montréal*.

En 1895, pour répondre à cette pression démographique, la paroisse Saint-Enfant-Jésus du Mile-End avait ainsi été scindée pour donner naissance à une nouvelle paroisse dans la partie nord. La fondation de paroisses jouait alors un rôle central dans le développement économique de Montréal, accompagnant l'expansion de la métropole, sinon le précédant.

L'assemblée de fondation de la nouvelle paroisse se tient dans une maison le 13 octobre 1895, jour de la fête de Saint Édouard le Confesseur. On s'y entend donc pour que la paroisse porte le nom de Saint-Édouard, ce que l'archevêque Mgr Fabre, Édouard-Charles de son prénom, ne peut qu'accepter... Une chapelle temporaire est bâtie en plein champ, en 1896, sur la rue Beaubien.

Il faudra attendre en 1901 pour assister à la construction du soubassement de l'église proprement dite, à l'angle nord-est des rues Saint-Denis et Beaubien, soubassement qui servira dès lors de lieu de culte jusqu'à l'inauguration officielle de l'église en 1909.



L'église Saint-Édouard, en 1928.

Source : Archives de la paroisse Saint-Édouard.

Construite selon les plans de l'architecte Joseph-Ovide Turgeon, l'église adopte un style néogothique, avec deux clochers surmontés d'une flèche, des contreforts décoratifs, une porte centrale surmontée d'une verrière et un riche décor intérieur complété par Joseph Richer en 1920. Son revêtement de pierre grise provient de la carrière Martineau située non loin.

La paroisse ne tarde pas à grossir et aussi à se morceler. De 60 familles catholiques en 1895, le territoire primitif de la paroisse Saint-Édouard compte 7 600 familles catholiques dès 1912, si bien que huit autres paroisses ont entretemps été créées sur son territoire : Saint-Jean-de-la-Croix, Saint-Arsène, Sainte-Cécile, Saint-Étienne, etc.

Le curé Joseph-Albert-Napoléon Morin (1860-1922), premier curé de la paroisse Saint-Édouard, est fort occupé. Reconnu pour son franc-parler, ce curé « tout d'une pièce », d'apparence imposante, se dévoue pour ses paroissiens, avec une rigueur qui n'a d'égale que son cœur d'or. Il ne veut ainsi ni auberge ni taverne dans sa paroisse! Il s'investit autant dans la vie spirituelle qu'éducative de ses fidèles.

Le besoin d'écoles

Les progrès de la paroisse vont de pair avec le besoin d'institutions scolaires. Au départ, en 1895, une école mixte avait été temporairement établie dans une maison rue de Saint-Vallier (Huntley), un peu au sud de la rue Beaubien. On y entasse jusqu'à 200 élèves !



Première école de la paroisse Saint-Édouard

Source : Précis historique de la paroisse St-Édouard, 1895-1945, Élie-J. Auclair, 1944.

En 1899, la maison est délaissée pour un plus grand bâtiment érigé à l'angle de la rue Beaubien, juste en face de la future église Saint-Édouard, sur la rue Saint-Denis. L'école, appelée d'abord Académie Saint-Paul, accueille cette fois exclusivement des garçons et compte 550 élèves dès 1905. Elle comptera jusqu'à 1 400 élèves en 1915-1916.

Elle prendra le nom d'école La Mennais en 1927.



L'Académie Saint-Paul, construite en 1899

Source : Précis historique de la paroisse St-Édouard, 1895-1945, Élie-J. Auclair, 1944.



L'académie Saint-Édouard, en 1940.

Source : Collection de la ShRPP.

La Mennais est un éducateur et abbé français (1780-1860) qui fonda l'Institut des Frères de l'Instruction chrétienne, ceux-là même qui administrèrent l'école pour garçons pendant plusieurs décennies.

Et qu'en est-il des filles? Comme les cultes religieux pouvaient depuis 1901 se tenir dans le soubassement de l'église Saint-Édouard, les demoiselles sont bientôt logées dans l'ancienne chapelle de l'église, angle Beaubien/de Saint-Vallier, qui prend le nom d'école Saint-Édouard, puis d'Académie Saint-Édouard, sous la bienveillance des Sœurs de Sainte-Croix. On y compte 900 élèves en 1907-1908. Mais la paroisse a encore le vent en poupe.

C'est ainsi qu'en 1919, on ajoute à l'Académie Saint-Édouard un nouvel établissement, à côté de l'église Saint-Édouard. On le nomme d'abord école Morin, nom qui trône d'ailleurs toujours au-dessus du remarquable portail. L'école Morin est construite, comme l'église, selon les plans de l'architecte Joseph-Ovide Turgeon.

Elle se distingue par son « style néogothique mais, selon un courant tardif, appelé néo-Tudor » (Grand répertoire du patrimoine bâti de Montréal), qui met en valeur le contraste des murs en brique rouge avec les encadrements en pierre. Dans les années 1920, les deux écoles, Saint-Édouard et Morin, reçoivent entre 1 500 et 1 600 élèves.



Classe de l'école Morin, en 1923.

Source : Collection de la ShRPP.

De trois écoles à une seule

Mais la flambée des effectifs scolaires des trois écoles originales de la paroisse Saint-Édouard finit par s'étioler. Dans les autres paroisses qui ont été fondées, on a construit de nouvelles écoles, qui soutirent la clientèle. Le quartier immédiat s'est saturé et le baby-boom fera temporairement la fortune des écoles, mais ailleurs...

Signe des temps, l'ancienne Académie St-Paul (La Mennais) ferme donc en 1977, comme une vingtaine d'autres écoles catholiques à Montréal. Elle sera transformée en habitation à loyer modique. Les élèves se retrouvent de l'autre côté de la rue, à l'école Morin, que l'on rebaptise La Mennais.

Quant à la première école Saint-Édouard, rue Beaubien, elle tire également sa révérence.

Si le bâtiment résiste au moins partiellement au pic des démolisseurs en 1963 lors de la construction du métro Beaubien, il est finalement remplacé par un édifice moderne qui ouvre ses portes en 1978 comme habitation à loyer modique. Contrairement à l'école des garçons, il est donc complètement démoli.

Ne reste donc plus aujourd'hui, de la trinité originale d'écoles de la paroisse Saint-Édouard, que l'actuelle école La Mennais, qui accueille encore 260 élèves, garçons et filles.

Il y a cent ans, près de 3 000 élèves remplissaient les trois écoles entourant l'église.

La paroisse a bien changé !



Danse à l'école Morin en 1945
Source : Collection de la ShRPP.

Le Bain Saint-Denis : un plongeon... dans le patrimoine

Samuel Dupont-Foisy

Les habitants de l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie, comme l'ensemble des Montréalais, ont probablement l'impression de vivre dans un immense chantier. Les travaux de réfection de la rue Saint-Hubert peuvent sembler particulièrement interminables.

La réfection de la Plaza Saint-Hubert devrait toutefois prendre fin en 2020, année au cours de laquelle d'autres travaux débiteront, au Bain Saint-Denis cette fois. En effet, la transformation complète des vestiaires et une réfection de la céramique seront entre autres effectuées. Le coût total des travaux est estimé à 2,2 M\$.

Notons que la réfection de la toiture, de l'escalier principal et du système de filtration de la piscine du Bain Saint-Denis avait été effectuée en 2003. La maçonnerie et le bloc de verre du toit avaient ensuite été réparés en 2016 et en 2017. Certains pourraient pester contre le coût des divers travaux, mais ils feraient alors fi de toute l'importance du Bain Saint-Denis. On y trouve bien sûr une piscine fréquentée par de nombreux citoyens. Mais, plus important encore, le Bain Saint-Denis est classé comme un immeuble de valeur patrimoniale exceptionnelle par la Ville.

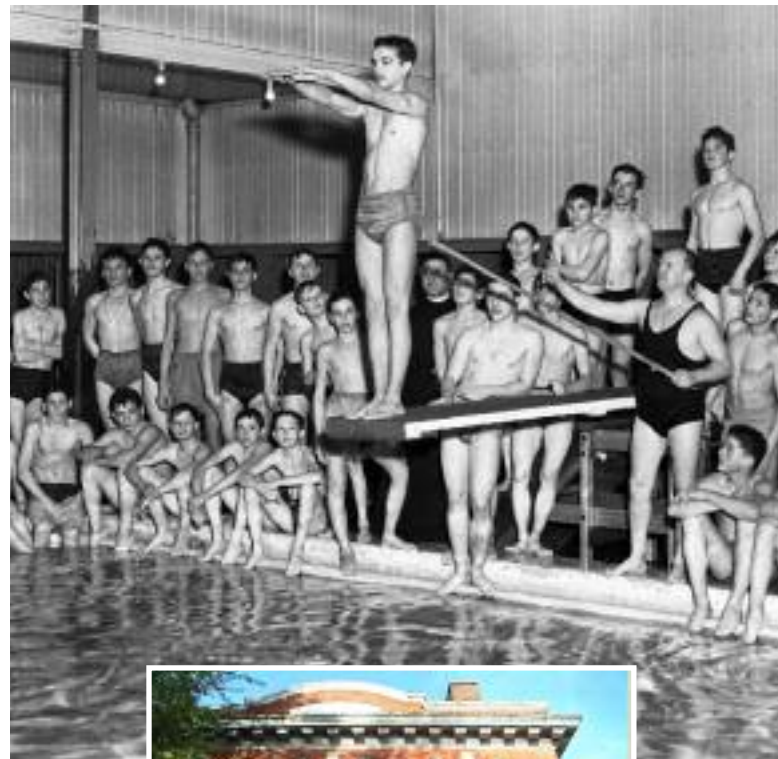
Pour bien comprendre l'importance historique de cet établissement, remontons plus de cent ans en arrière. Vers la fin du XIX^e siècle, l'insalubrité générale et la mauvaise hygiène des habitants sont la cause de nombreuses épidémies à Montréal, alors que la population montréalaise passe de 220 000 habitants en 1891 à plus de 420 000 habitants en 1921. De nouveaux logements sont construits rapidement, mais sont mal éclairés et peu ventilés, ce qui, combiné à la trop grande densité de la population, favorise la propagation de maladies infectieuses, par exemple une épidémie de variole en 1885.

Pour améliorer l'hygiène des ouvriers, dont les logements sont dépourvus de salle de bain, les autorités montréalaises commencent à construire des bains publics rudimentaires dans les années 1880. Le premier bain couvert est construit en 1901, et le premier édifice chauffé, en 1908. Le Bain Saint-Denis est construit peu de temps après, en 1910, par l'entrepreneur Ludovic Langevin, selon les plans de la firme Asselin & Perron.



Le Bain Saint-Denis, vers 1930 Source : Archives de la Ville de Montréal

Le Bain Saint-Denis, vers 1954. Source : Archives de la Ville de Montréal



Avec le temps, de plus en plus de logements comprennent une baignoire, et les bains publics deviennent des piscines publiques ou trouvent un autre usage. Des cours de natation sont offerts aux usagers du Bain Maisonneuve pour la première fois en 1931. Quant au Bain Saint-Denis, il est rénové en 1956, puis est réaménagé en bain mixte en 1979.

Il est tout de même incroyable que l'on puisse encore se baigner dans un immeuble construit en 1910, et cette valeur patrimoniale inestimable vaut bien plus que tous les coûts de rénovation réunis!

La migration d'un Rosemontois dans son quartier sous l'angle des annuaires téléphoniques municipaux, ou:

Quand le téléphone de Roger s'appelait... Raymond

Normand Guilbault

Les chercheurs en histoire et en géographie urbaine utilisent notamment les annuaires téléphoniques de Montréal (Lovell) pour dater les maisons et donner un aperçu de l'origine sociale des premiers occupants d'un quartier.

En les jumelant à sa propre histoire familiale, le lecteur comprendra l'intérêt des informations qu'ils contiennent, tant en ce qui a trait aux maisons ou logements où il aura lui-même habité qu'en raison des événements, voire des artefacts, ayant alors constitué l'écologie de son habitat.

En guise d'exemple, suivons donc l'histoire de Roger Guilbault, père d'un des administrateurs de la ShRPP, co-auteur du site liremaville.com, comme le confirmeront les annuaires.

Roger emménage sur la rue Holt

Roger Guilbault (électricien, employé municipal, Édifice Des Carrières) s'est marié le 24 juin 1950 à l'église Sainte-Philomène de Rosemont (aujourd'hui Saint-Esprit). Il a emménagé avec son épouse Lucille, le 1^{er} mai 1951, dans un modeste logement de quatre pièces, sis au 3112 de la rue Holt entre la 8^e et la 9^e Avenue, soit 10 mois plus tard. Il ne s'était pas éloigné bien longtemps du quintuplex familial de son enfance puisqu'il habitait auparavant au 3110 chez son père, Arthur (plombier, employé municipal, Édifice De Fleurimont), propriétaire de l'immeuble depuis 1930 avec Amanda, son épouse, et son frère, Roméo (commis de bureau, secteur pharmaceutique).

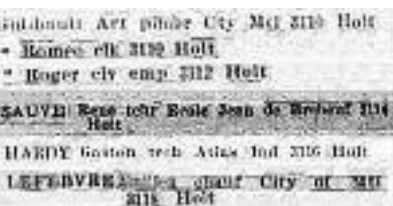
L'entrée de Roger dans l'annuaire municipal Lovell eut lieu dans l'édition de 1951 tel que présenté dans les deux extraits ci-contre. On y retrouve aussi les autres locataires de l'immeuble à l'époque, soit René Sauvé (professeur à l'École St-Jean-de-Brébeuf, sur Dandurand et 5^e Avenue) (3114), Gaston Hardy (technicien aux industries Atlas) (3116) et surtout son beau-frère, Émilien Lefebvre (chauffeur, employé municipal, Édifice De Fleurimont), installé depuis 1944 avec Lucienne, son épouse (3118).

Notons aussi que le voisin d'en face des Guilbault, P. Kozizk, probablement d'origine ukrainienne, était employé des Shops Angus. Il vivait aussi avec sa fille, S. Kozizk (employée de la Sun Life), de même qu'avec un parent, P. Kozizk (commis au CPR) comme on peut le voir dans l'extrait ci-dessous. Cette énumération des métiers inscrits à l'annuaire indique clairement que les résidents de la rue Holt habitaient encore préférentiellement à proximité de leur lieu de travail au début des années 1950.

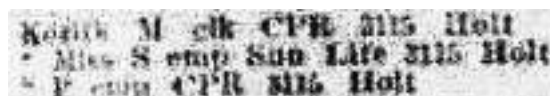


Le rez-de-chaussée du 3110-3118 rue Holt en 1949, résidence de Roger avant son mariage

Annuaire montréalais des rues, 1951



Annuaire alphabétique montréalais, 1951



Annuaire alphabétique montréalais, 1951



Annuaire Lovell 1951.

Il faut se rappeler qu'à l'époque, les annuaires étaient mis à jour par la méthode de sollicitation de porte en porte. L'information était fournie de plein gré à la personne qui se présentait à la résidence et, en cas d'absence, le solliciteur laissait un feuillet de renseignements que le résidant était libre de compléter. Sachant que les déménagements se faisaient alors le 1^{er} mai à Montréal, il est probable que la sollicitation, dans ce secteur, fut réalisée peu de temps après leur arrivée et que la publication de l'annuaire eut lieu au cours de la même année. Le lecteur notera aussi l'astérisque (*) à côté des noms d'Arthur Guilbault et de P. Kozizk, symbole introduit en 1935-36 pour identifier que les occupants étaient effectivement les propriétaires de l'immeuble.

Roger et Roméo dans leur atelier au sous-sol de la résidence en 1949.



L'évolution des numéros de téléphone

Lors de son arrivée au 3112 rue Holt, Roger s'est évidemment muni d'un téléphone. La compagnie Bell lui octroya le CH 1744, un numéro semblable à celui que détenait déjà son père depuis l'acquisition de l'immeuble, le CH 1320, alors que Roger, encore célibataire, s'affichait comme photographe, tel qu'en témoigne son estampe présentée ici en bas de page. Or puisque les numéros de téléphone étaient attribués selon un ordre croissant au fur et à mesure des nouvelles demandes dans chaque secteur, l'écart entre les numéros laisse supposer que seulement 422 lignes supplémentaires auraient été attribuées par le fournisseur pour la centrale CH sur la période d'une vingtaine d'années.

En 1950, les numéros étaient formés d'un nom propre suivi de 4 chiffres. Dans le cas présent, CH signifiait Cherrier soit le nom de la centrale téléphonique qui desservait un certain nombre d'abonnés dans ce secteur de la ville, système qui demeura en vigueur entre les années 1925 et 1958 environ. Afin de rejoindre Roger, un correspondant devait alors composer le C, le H (les chiffres 2 et 4) sur le cadran de l'appareil, puis les chiffres 1, 3, 2 et 0.

En 1953, Bell attribua un tout nouveau numéro à Roger, le RA2-1744. De fait, en 1945, les transporteurs de signaux avaient établi à 7 et non plus à 6 le nombre de chiffres que devait compter un numéro de téléphone dans l'ensemble de l'Amérique du Nord, par nécessité d'uniformisation. C'est ainsi que les centrales de Montréal ont dû être graduellement adaptées à partir de 1951. Dans le cas présent, RA signifiait Raymond soit le nom de la centrale mise en service en avril de la même année au 6960 de la Montée Saint-Michel, près de Bélanger. Sur le cadran de l'appareil, le R et le A correspondaient respectivement au 7 et au 2. Fait intéressant à noter, Bell avait maintenu les quatre derniers chiffres de son précédent numéro de téléphone, facilitant ainsi son adaptation au changement.

Outre le Raymond, nombre d'ainés montréalais se souviennent d'ailleurs encore notamment des centrales suivantes : CRescent, DUpont, LAfontaine, POntiac, VICTor, UNiversity, WELlington ... et il y en avait ainsi une bonne trentaine comme on peut le constater en parcourant le lien externe menant à la carte ci-contre où les repères en bleu représentent les centrales où un opérateur était encore requis pour effectuer la commutation alors que les repères en rouge identifient les centrales déjà automatisées.



Normand Guilbault, 2 ans, 1954



Extrait de l'annuaire Lovell
de 1960 pour la section
de la rue Holt
sis entre la 8e et la 9e avenue



Téléphone de table Western Electric 302, circa 1955

P 8th av Intersects

3100 Pelletier Harry-RA1-3319
 3101*St Germain Antoinette-RA8-0054
 3102 Perrault Alberic-RA9-8581
 3103 Gervais Roch-RA8-5243
 3104 Cournoyer Real-RA1-8642
 3105 Randall Aubrey E-RA8-3082
 3106 Sauriol And-RA1-9717
 3107 Michaud Gerald
 3108 Jette Ger-RA7-1646
 3109 Lepage A E
 3110 Nadon L. (wid R)-RA8-3538
 3112 ~~Guilbaud Roger-RA2-1744~~
 3114 Caron Doris-RA9-8178
 3115* Lalonde Gilles-RA7-8077
 3116 Togarty Claude-RA7-1441
 3118 Legendre Robt-RA9-8729
 3120 Bolsvert M
 3122* Polny B-RA2-4432
 3124 Roy Elgin
 3125 Laliberte Oscar-RA2-7270
 1 Lalonde Yvon-RA8-8457
 3126 Bourbonniere —
 3127 Zappa —
 3129 Ethier E (wid M)-RA2-2622
 3130*Blus Jean-RA1-5471
 3131 DeAngelis Adr-LA2-7120
 3135*O'Brien R W-RA2-3371
 3140*Vinot Hector-RA2-8812
 3142 Paquette Claude-RA7-8551
 3143 Dubois Chas Ed
 3143a Lachapelle Martelle
 3143b Farland Marc
 3144 Lizotte Fern-RA2-4268

Ce ne sera ensuite que dans l'annuaire de 1960 que les numéros de téléphone apparaîtront pour la première fois et que Roger permettra la publication du sien. Le lecteur notera que tous les numéros affichés dans l'exemple ci-contre sont associés à la centrale Raymond. Il semble toutefois que quelques résidents n'ont pas voulu fournir cette nouvelle information, à moins qu'ils n'aient pas eu de téléphone, ce qui est peu probable. Le lecteur perspicace constatera aussi que le père (3110) et le beau-frère de Roger (3118) avaient quitté l'immeuble et que la propriétaire était dorénavant Madame L. Nadon, veuve de monsieur Raoul Nadon (widow R.) décédé l'année précédente, peu de temps après avoir pris possession de la maison familiale. Autre fait à noter, Claude Togarty (3116), ami de Roger depuis son arrivée en 1956, était demeuré sur place.

Les particularités des annuaires municipaux

Roger quittera son logement au printemps 1961 pour emménager quelques rues plus à l'est à l'étage d'un duplex sis au 5614 de la 11^e Avenue (Montée Saint-Michel), logement au loyer significativement plus dispendieux mais qui comptait en contrepartie une 5^e pièce apportant plus de confort à sa famille qui s'était agrandie entre-temps. Mais entre 1961 et 1963, ni son nom ni son numéro de téléphone ne figureront aux annuaires. Par contre, Konstantine Wachowicz, employé des Shops Angus et propriétaire de l'immeuble (fait noté par le symbole «*» dans l'extrait du bas) apparaît au numéro civique 5512.

Extrait de l'annuaire Lovell
de 1961 pour la section
de la 11e avenue, de la rue
Dandurand à la rue Holt

Q Dandurand Intersects

5512*Wachowicz Konstantine-721-7785
 5516*Laferriere Gab
 5518 White M (wid J)-721-5107
 5518*Langlois Art-RA2-8963
 5520 Dulude Jean G-RA2-9160
 5521 Langlois Jacq-RA2-8602
 5523 Dubord Jacq-RA8-2235
 5524*Guerin A (wid L)-RA2-8640
 5525 Langlois Jean Pierre-RA8-3824
 5528 Robillard Guy-RA8-3310
 5527 St Onge —
 5529 Langlois Bern-RA7-7201
 5530*Doucet Maurice-RA2-7820
 5531 Comtois Marcel A. D. -RA2-8713
 5532 Calvert Jean-RA2-8020
 5533 Armand Rol-RA8-2641
 5535 Hebert Roger P-RA7-6179
 5536 Bouffard Ray-RA7-1435
 5537 Sylvestre Geo-RA2-3815
 5538 Charbonneau Frs
 5539 Palm Normand-RA9-2068
 5540 Thompson Gilles-721-4821
 5541 Lavoie Claude-721-9241
 5543 Demait Paul E-RA7-5880
 5544*Charbonneau A-RA8-5784
 5545
 5545 Mongeau Ed-RA2-1241
 5547 Lachapelle Guy-RA2-3723
 5548 Guilmet Claude-RA2-7639

Rappelons à cet effet qu'il n'était pas rare de constater des informations manquantes au sujet d'un résident, voire carrément son absence, dans un annuaire. Par exemple, lorsqu'une adresse y était inscrite sans mention du nom de l'occupant (5645), c'est qu'il n'y en avait pas, que personne n'était présent au moment de la collecte de renseignements ou que l'occupant avait refusé de s'identifier. Sachant que Roger était effectivement locataire du 5614, force est d'admettre que c'est l'une de ces deux dernières options qui est survenue.

En parallèle de ce constat, ajoutons que c'est autour de la même période, soit le 1^{er} mai 1960, que Bell introduit la nouvelle «composition tout chiffres» (sic) sur son territoire. Nous ne croyons pas qu'il s'agissait d'une innovation technologique particulière, mais plutôt d'une uniformisation avec le plan de numérotation (North American Numbering Plan) développé à partir des années 1940 pour unifier l'ensemble des plans des fournisseurs indépendants de téléphonie nord-américains.

Dorénavant, les noms de centrales ne sont plus utilisés et le numéro de téléphone de Roger deviendra le 722-1744. Son propriétaire arborera sa nouvelle numérotation dès 1961 (721-7785), contrairement à d'autres résidents de la même rue qui semblent avoir préféré conserver l'ancienne nomenclature périmée. Ou bien le changement se serait fait graduellement, ou bien il n'était pas encore tout à fait ancré dans les habitudes des gens...

8586 Guilbault Roger-722-1744
 8577 Pitsiladis Evangelos-722-8803
 8575 Guilbault Roger-722-1744
 8577 Pitsiladis Evangelos-722-8803

Extraits des annuaires Lovell
 1965-1966

Roger améliore encore sa situation

Roger quitta la 11^e Avenue en 1963 pour migrer dans le secteur du « nouveau Rosemont » comme le faisaient bon nombre de résidents dont le revenu s'était amélioré, notamment à la suite d'une promotion, afin d'aller occuper un logement de construction plus récente. Il s'établit ainsi au 6575 de la 29^e Avenue entre Beaubien et Saint-Zotique, et non au 6565 tel qu'il apparaît dans l'annuaire de 1964, erreur qui sera corrigée l'année suivante comme on peut le constater dans l'extrait ci-haut. C'est donc dans ce nouvel environnement que Roger s'installera, mais en conservant toujours son même numéro de téléphone.

6561*	FORNATTI ALDO	3	728-1985
6563*	LAROCQUE PAV		727-6693
6570	ROBSON RALPH		721-6165
6571*	LANCOT GER		721-3262
6575	MAROT MAURICE		722-7320
6577	GUILBAULT ROGER		722-1744
6579*	ELED OAK FRED		721-5054
6579A	IBBERSON JAMES		729-3348
6581	CHEZECK PAUL		729-9008

Lorsque son voisin du dessous, Evangelos Pitsiladis, non propriétaire de l'immeuble, déménagea en 1965, il s'installa rapidement au rez-de-chaussée (6577), bénéficiant ainsi pour la première fois d'un grand sous-sol et de l'usage privé d'une cour arrière. Notons que son nouveau voisin du dessus, Maurice Marotte, était par hasard l'un des amis de son épouse (6575).

Extrait de l'annuaire
 Criss-Cross de 1975 où apparaît
 un nouvel occupant au 6577

Les annuaires, une source d'informations capitales

Réapparu dans les annuaires dès son arrivée, Roger a constaté que son nom y avait été incorrectement épilé, tout comme celui de son ami d'ailleurs, signe que des erreurs ou des imprécisions pouvaient aussi se présenter dans les annuaires dont la compilation des données se faisait toujours manuellement par sollicitation de porte à porte. Mais malgré cet autre constat, mis en lumière par cette histoire familiale bien documentée, les annuaires restent une source d'informations capitales sur les résidents montréalais et un outil fort précieux pour les chercheurs.

Roger décéda le 7 décembre 1974 alors qu'il résidait toujours à la même adresse. Il aura vécu quasi toute sa vie dans le quartier Rosemont et y aura élevé sa famille. Contrairement à son père, il n'aura été propriétaire d'aucun immeuble. Il aura habité 4 logements, localisés à 3 emplacements distincts, témoignant de l'évolution de son statut social au fil des ans, se déplaçant vers l'est et le nord du quartier. Au cours des 25 années de sa courte vie d'adulte, Roger n'aura finalement possédé qu'un seul numéro de téléphone bien à lui... le RAYMOND 2-1744...



Cadran d'un téléphone
 Western Electric 302, circa 1960.

6571*	SHAFFER JEAN PAUL	8	721-8714
	SHAFFER J P	9	374-1923
6575	MAROT MAURICE	5	722-7320
6577	LIM RICARDO		N727-1933

Extrait de l'annuaire
 Criss-Cross de 1975 où apparaît
 un nouvel occupant au 6577

Futur parc sur la rue Marcel-Pepin

Un lieu riche en histoire

Louis Delagrave

Dans le quartier Angus, à l'angle de la rue Rachel et de la petite rue Marcel-Pepin, un terrain vacant s'apprête à être transformé en parc, dont le nom n'est pas encore définitif mais que l'on désigne malgré tout sous le nom de Parc Marcel-Pepin.



Situation du futur Parc-Marcel-Pepin

La Société d'histoire a été invitée à présenter un exposé en septembre 2019, lors d'une fête de quartier s'inscrivant dans la phase de consultation populaire en vue de la création du nouveau parc qui sera aménagé d'ici 2022.

Le nom de la petite rue est en soi riche d'histoire : il immortalise le chef syndical marquant que fut Marcel-Pepin. De plus, le site lui-même offre l'occasion de se remémorer l'histoire d'un lopin de terre pas banal du tout, malgré son aspect actuel de terrain vague.



Rue Marcel-Pepin

Marcel Pepin, mort en 2000, a été une figure marquante du syndicalisme québécois. Il disait que « à peu près toutes les mesures sociales importantes ont leurs origines dans le mouvement syndical ».

Or, Marcel Pepin est né en 1926 à Rosemont au 5368 sur la 3^e Avenue (donc au sud de la rue Masson), dans une famille modeste de 9 enfants, avec un père ouvrier et locataire. Sa famille a cependant déménagé à Joliette en 1928. Il a effectué une sorte de retour aux sources à la fin de sa carrière, comme membre du Comité d'adaptation de la main-d'oeuvre de Rosemont-Petite-Patrie, aussi appelé le Comité de relance Angus. Comme bien des enfants studieux de l'époque on le destinait à être prêtre... Il sera plutôt devenu syndicaliste dans un syndicat catholique.

Il a fait ses premières armes dans le syndicalisme en 1949 au sein de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC). De 1949 à 1961, Marcel Pepin agit comme négociateur à la Fédération nationale de la métallurgie.

Il a gravi les échelons pour devenir secrétaire général en 1961 puis accéder à la présidence de la centrale en 1965, qui était entretemps devenue la Confédération des syndicats nationaux (CSN) en 1961. Il a été président jusqu'en 1976. Il a été aussi président de la Confédération mondiale du Travail, également à la tête du mouvement socialiste du Québec et professeur de relations industrielles à l'Université de Montréal.

Pendant qu'il préside les destinées de la CSN, le Québec vit des transformations majeures : la Révolution tranquille, la crise d'octobre 1970 et la négociation du Front commun du secteur public en 1972, qui le conduit à purger une peine d'emprisonnement pour outrage au tribunal pour avoir appelé à la grève interdite. Il a multiplié les interventions pour la nationalisation de l'électricité, la réforme du Code du travail et l'instauration d'un régime des rentes au Québec.

Marcel Pepin croyait que l'État avait de grandes responsabilités sociales et avec ses pairs revendiquait en ce sens. Marcel Pepin (1926-2000) a donc marqué le monde syndical et la société québécoise. La rue a été nommée en sa mémoire en 2005.

Un lopin de terre significatif de l'histoire de Rosemont



L'hôpital des varioleux, en 1945. Source : Archives de la Ville de Montréal.

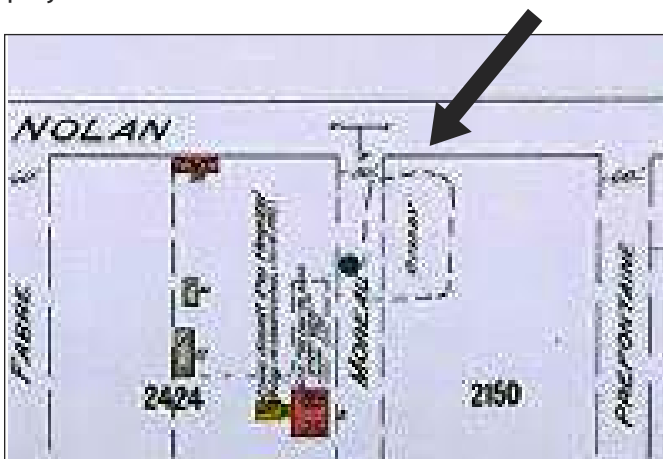
Ce site est représentatif de trois facettes de l'histoire de Rosemont. En effet, près du terrain seront construits, au fil des années, une carrière de pierre, l'Hôpital des varioleux et les usines Angus.

Lors de la naissance de Pepin, en 1926, Rosemont était déjà un quartier de Montréal, et ce depuis 1910 lorsque le village (auparavant appelé Petite-Côte) a été annexé à Montréal. Si on remonte encore plus loin dans le temps, le terrain se situait en fait dans la ville d'Hochelaga, annexée à Montréal dès 1883. On se trouve donc dans l'ancien Hochelaga, dans l'ancien quartier Rosemont et, évidemment, dans Rosemont-La Petite-Patrie.

En 1886, la terre aurait été vendue par des dénommés Augustin Robert, Olivier Robert et Antoine Alexandre Trottier, à la Ville de Montréal, en même temps que se construisait l'hôpital des varioleux tout près. Ils l'avaient acquise de James K. Springle en 1873.

Une petite carrière

À cet endroit se trouvait anciennement une toute petite carrière de pierre, comme il s'en trouvait plusieurs autres - et de bien plus grandes - ailleurs dans l'arrondissement. La carrière aurait été en exploitation au moins jusqu'en 1911 si on en croit les cartes, à l'angle de Rachel (alors appelée Nolan) et du prolongement projeté de la rue Moreau.



Plan d'assurance incendie de 1911, Ville de Montréal.

La carrière fermée aurait ensuite servi de dépotoir pour les déchets de l'hôpital situé juste à côté. Celle-ci était toute petite et des photos de 1925-1935 montrent qu'elle n'était déjà plus en exploitation.

Un hôpital, un gîte, un centre de réhabilitation

Différentes vocations :

Hôpital des varioleux
(locataire de 1886 à 1928)
Centre de réhabilitation Meurling
(locataire de 1956 à 1978)
Centre Préfontaine, Ministère
de la Santé et des Services
(locataire de 1978 à 1997)
2001 Squat Préfontaine
2013 Démolition et reconstruction
à l'identique.

L'hôpital des varioleux

Vers la fin du 19^e siècle, Montréal a une réputation méritée d'insalubrité. Le nouveau maire Honoré Beau-grand, grandement préoccupé par la question de l'hygiène publique, entreprend de rénover le département d'hygiène. Il est plus que temps, selon lui, de rajeunir les mesures sanitaires et prophylactiques de Montréal. L'année 1885 à Montréal allait démontrer la justesse de ces propos. Une épidémie de variole faisant 3 100 morts allait en effet s'abattre sur la métropole québécoise. On décida de construire un hôpital permanent pour contagieux, loin de la ville. L'endroit était donc tout désigné puisqu'à l'époque on était ici en pleine campagne. C'est l'architecte Adolphe Lévesque qui en fut le concepteur.

Le bâtiment ne servait qu'à l'occasion d'épidémies (1), pour isoler les malades contagieux. L'une des ailes latérales logeait les hommes, l'autre abritait les femmes et le pavillon central servait à l'administration. En 1911, L'hôpital fut substantiellement modifié par les architectes Marchand et Haskell. Les deux ailes latérales ont alors été démolies pour faire place à une nouvelle aile située à l'arrière. À partir des années 1920, lorsque le contrôle des épidémies devient plus efficace, la Ville de Montréal se déleste de cette responsabilité. L'Hôpital Pasteur, construit en 1934 par les Sœurs grises au sud de la propriété, prendra la relève dans ce domaine. L'édifice sert alors occasionnellement jusqu'en 1928. Il est alors désaffecté jusqu'en 1940 pour servir d'hôpital militaire et d'entrepôt de l'hôpital Pasteur juste à côté.

(1) Les informations viennent principalement du Grand répertoire du patrimoine bâti de Montréal.



L'hôpital des varioleux.
Source : Archives
de la Ville de Montréal.



2013
Démolition.
Source : La Presse



Édifice actuel

Le Refuge Meurling

De 1956 à 1978, l'hôpital des varioleux devient le Centre de réhabilitation Meurling. Le premier refuge Meurling (435, rue du Champ-de-Mars) a été nommé ainsi en l'honneur de Gustave Meurling, financier d'origine belge qui lègue environ 72 000 \$ à la Ville de Montréal en 1912 pour différentes actions charitables auprès des habitants de la ville. Les administrateurs utilisent donc l'héritage pour couvrir une partie des frais de construction d'un gîte de nuit pour les itinérants, inauguré en 1914. En 1956, la direction du refuge Meurling constate une diminution du nombre d'itinérants dans la ville de Montréal à la suite de l'amélioration du système d'aide sociale. Elle décide alors de fermer le vieux refuge et de relocaliser ses activités dans un édifice de plus petite capacité, soit l'ancien hôpital des varioleux.

Centre Raymond Préfontaine

De 1978 à 1997, il devient le Centre Raymond-Préfontaine, un centre de réhabilitation pour toxicomanes. Raymond Préfontaine (1850-1905) est un avocat qui fut maire d'Hochelaga ainsi que de Montréal, du temps de l'annexion d'Hochelaga à Montréal. L'édifice est également utilisé pendant un certain temps comme centre de transition pour les réfugiés vietnamiens. De 1981 à 1997, il accueille des toxicomanes itinérants et c'est finalement en 1997 que le centre est fermé à la

suite du regroupement des centres de réadaptations administrés par la Régie régionale de la Santé et des Services sociaux de Montréal.

Le court rêve du Squat Préfontaine

En 2001, un épisode marquant du Centre Raymond-Préfontaine s'est déroulé alors que le maire Pierre Bourque a offert aux squatteurs d'une maison de l'îlot Overdale d'utiliser le centre comme refuge. Deux mois plus tard, les policiers expulsaient les occupants à la demande du service de prévention des incendies de la Ville de Montréal qui déclarait l'édifice non conforme aux règlements.

Perte d'un édifice patrimonial

En 2013 l'édifice est acquis par un promoteur pour la somme de 2,6 millions de dollars, à la condition qu'il préserve la valeur patrimoniale du bâtiment. Peu de temps après, force est de constater que la structure est trop endommagée et l'arrondissement donne son aval pour la démolition du bâtiment. C'est ainsi que le premier édifice institutionnel de l'arrondissement a été démolit et reconstruit en réinterprétant le bâtiment. Aujourd'hui on retrouve un édifice à l'architecture semblable, intégré au complexe résidentiel U31.



Hôpital des varioleux

Extrait d'une vue aérienne des usines Angus, entre 1925 et 1935.
L'Hôpital des varioleux est identifiable au centre gauche.
Juste au nord se trouve le terrain où se situera le parc Marcel-Pepin.
Source : Archives de la Ville de Montréal.

Les usines Angus

Il est fort important de mentionner que le parc Parc Marcel-Pepin sera construit tout près de l'ancien terrain des usines Angus, qui a une grande valeur historique. En effet, les usines Angus, qui ouvrent leurs portes en 1904, sont alors considérées comme le plus vaste complexe industriel au Canada, sinon en Amérique du Nord, et sont dotées des ateliers de construction de locomotives et de wagons les mieux équipés.

Une fois fabriquées, les pièces transitent d'un atelier à l'autre par le biais d'un impressionnant réseau de 80 kilomètres de rails. Le territoire couvre près d'un kilomètre carré bordé au sud par la rue Logan (Rachel) au nord par Saint-Joseph, à l'est par Bourbonnière et à l'ouest par les rails du chemin de fer.

Au moment de leur inauguration, les usines emploient 3 000 ouvriers, puis seulement 2 500 au début des années 1980. La concurrence des autres modes de transport, le déclin de Montréal comme plaque tournante du commerce au Canada ainsi que l'ouverture de la gare de triage Saint-Luc, équipée pour réparer les nouvelles locomotives diesel, sont parmi les éléments expliquant en bonne partie ce déclin. Et le vendredi 13 décembre 1991, les usines Angus ferment définitivement leurs portes.

Reconversion des terrains Angus

Au fur et à mesure de cette décroissance, des bâtiments sont détruits et des terres en friche prennent la place. Ces terres convoitées par des promoteurs donneront lieu à une bataille épique au début des années 1980.

En effet, à la suite de la fermeture partielle des ateliers Angus en 1970, la firme Marathon, filiale du CP, ne propose en 1976 rien de moins que d'y construire le plus grand centre commercial à l'est du Canada, avec 250 à 300 magasins.

Des marchands de l'Est se mobilisent et créent un regroupement pour contrer le projet et, à la suite également de pressions de citoyens et d'élus, Marathon réduira son projet. Alors que la Ville de Montréal appuie en coulisse le nouveau projet, le gouvernement provincial propose vainement en 1979 de racheter le terrain.

En 1980, une assemblée de 200 marchands presse la Ville de prendre clairement position contre le projet. La Ville se mouillera un peu en décidant dans un premier temps que la partie est du site sera résidentielle et la partie ouest industrielle. En 1981, elle s'entend finalement avec le gouvernement pour acquérir les terrains et créer en 1983 une société paramunicipale, la Société des terrains Angus (SOTAN), pour prendre en charge leur développement. Une entreprise d'économie sociale prendra le relais en 1995, la Société de développement Angus (SDA).

La reconversion a été couronnée de succès, le quartier bénéficiant maintenant d'une belle mixité de logements sociaux et privés, et de plus de 2 900 emplois répartis dans près de 70 entreprises, de l'économie sociale jusqu'aux technologies de l'information.

Le secteur continue son développement avec la construction de multiples tours à condos. Cette densification apporte son lot de problèmes : où construire une école, l'ajout d'une ligne d'autobus (la 25), continuer de construire des loyers abordables, etc.

Pour conclure

En somme, on a ici un lopin de terre significatif, qui apporte un regard révélateur sur plus de 130 ans d'histoire de l'arrondissement.

Vous aimez l'histoire ?

Vous aimeriez en savoir davantage sur l'évolution d'un des plus attrayants arrondissements de Montréal ?

Berceau des usines Angus, carrières de pierre grise devenues parcs, vitrine du patrimoine ecclésial et éducatif du XX^e siècle, symphonie de briques et d'escaliers, rues commerciales authentiques, etc., l'arrondissement a bien des choses à raconter.

Joignez-vous à notre groupe de passionnés d'histoire locale.

Fondée en 1992, la Société d'histoire-Rosemont-Petite-Patrie est un organisme à but non lucratif voué à la promotion de l'histoire de l'arrondissement.

La Société organise des conférences, des promenades, des expositions, effectue des recherches et diffuse des publications. Elle s'implique dans la préservation du patrimoine et est membre de la Fédération Histoire Québec.

Son financement est assuré par les cotisations des membres, les dons et les contributions financières de partenaires, ainsi qu'à l'aide de la vente de publications telles qu'un calendrier annuel et le livre *Rosemont-La Petite-Patrie, Il y a longtemps que je t'aime*.

Le coût d'adhésion annuelle est de 20 \$ pour une personne, et de 50 \$ pour un organisme ou une entreprise.

Prochaines conférences en 2020

Dimanche 16 février	<i>Histoire des autobus de la STM</i>	Conférencier : Benoît Clairoux
Dimanche 15 mars	<i>Patriotisme en jupon</i>	Conférencière : Anne-Marie Sicotte
Dimanche 26 avril	<i>Histoire de la rue Pie-IX</i>	Conférencier : Stéphane Tessier
Dimanche 24 mai	<i>Le village de Rosemont (1903-1911)</i>	Conférencier : Normand Guilbault



Photo : ShHRPP

BULLETIN VOLUME 17 NUMÉRO 1

Édité par :

La Société d'histoire Rosemont-Petite-Patrie

5442, 6e Avenue, Montréal (Québec) H1Y 2P8

Téléphone : (514) 728-2965

Courriel : info@historerpp.org

Site internet : www.historerpp.org



Conseil d'administration :

Présidente : Christiane Gouin

Vice-président : Normand Guilbault

Secrétaire : Justin Bur

Trésorier : Louis Delagrave

Administrateurs :

Marcel Cadieux, Gaël Jeannin, Alain Mondor

Comité de rédaction :

Louis Delagrave, Christiane Gouin, Yves Keller

Révision : Samuel Dupont-Fois

Conception graphique : Marcel Cadieux

Dépôt légal :

Bibliothèque et archives nationales du Québec

